

Entretien Après que, en plein hiver islamiste, Tunis eut accueilli le Forum social mondial dans l'indifférence des médias, malgré un succès d'audience, Gustavo Massiah, économiste et figure de l'altermondialisme et de la solidarité internationale, évoque les profonds remous qui secouent le monde arabe.

« La démocratie est un apprentissage du Nord au Sud »

Propos recueillis par Fériel Berraies Guigny

Pionnier de l'altermondialisme, ingénieur économiste de formation, Gustavo Massiah est né d'un père italien et d'une mère juive de Turquie. Il s'éprend très tôt du monde arabe et de l'Afrique du Nord. Mais ses combats s'étendent aux différentes problématiques des pays du Sud. Très impliqué dans les ONG de solidarité internationale et de droits humains en France, il a été président du Centre de recherche et d'information sur le développement (Crid, collectif d'une cinquantaine d'ONG), membre fondateur du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (Cedetim), de l'Association internationale de techniciens, experts et chercheurs (Aitec) et du réseau Initiatives pour un autre monde (Ipam). Il est membre fondateur et membre du Conseil scientifique d'Attac (dont il a été vice-président de 2001 à 2006) et du Conseil international du Forum social mondial. Il a publié de nombreux écrits, articles et contributions sur les thématiques du développement, des rapports Nord/Sud, de la solidarité internationale, des droits économiques, sociaux et culturels...

■ **L'altermondialisme, une profession de foi ?**

□ Oui, c'est le résultat d'un parcours de toute une vie. Si l'on essaie de décrypter ce mouvement, on peut dire que la mondialisation a eu plusieurs phases. Et dans chaque phase, il y a une logique dominante et une logique anti-systémique, qui remet en cause le courant dominant. C'est la relation entre les deux qui fait l'Histoire.

■ **Quand a commencé l'altermondialisme ?**

□ Le mouvement anti-systémique que l'on nomme mouvement altermondialiste est né dans la phase qui a commencé dans les années 1980, celle que l'on appelle de « la financiarisation ». Il prend d'abord pied dans les pays du Sud, où on s'insurge contre les effets de la dette, les pénuries alimentaires..., et où on proteste contre la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), leurs plans d'austérité imposés au fil des ans. Ce mouvement est héritier des mouvements pour la décolonisation, des luttes sociales, des luttes ouvrières et paysannes, pour la démocratie dans les années 1965-1973. Tous ces mouvements remettent en cause les systèmes d'oppression et d'exploitation.

Puis vient la phase des forums économiques mondiaux, dont celui de Porto Alegre (Brésil), qui crée un nouveau mouvement social de protestation. Il va se déployer par la suite dans les différentes régions du monde. Ce dernier mouvement se situe dans la lignée des mouvements d'émancipation.

■ **L'impérialisme est en crise, mais on en subit toujours ses effets pervers...**

□ L'impérialisme n'a jamais été un long fleuve tranquille, car il a été secoué de tout temps par la résistance des peuples. En 1977, avec Samir

Amin, nous avons déjà écrit *La Crise de l'impérialisme* (Éditions du Midi). Cette crise prend des formes différentes selon les phases historiques. Il y a d'abord eu la colonisation, puis, de 1914 à 1945, une deuxième étape avec les guerres, les fascismes, les crises financières... Un peu comme ce que nous traversons aujourd'hui.

■ **Prolongement de la décolonisation**

La crise est d'une grande multiplicité : elle est financière, boursière, alimentaire, concerne l'endettement, les *subprimes*, le logement, notamment aux États-Unis, etc. Mais elle est d'abord sociale. Tout le monde admet aujourd'hui qu'il y a une profonde crise due aux inégalités sociales, qui ont atteint un niveau jamais égalé. Quand les « Occupy Wall Street » sortent le slogan « Vous êtes 1 % et nous sommes 99 % », cela montre l'ampleur de la problématique.

■ **Dans la démocratie d'Utopia Land, quels pays seraient les meilleurs élèves ?**

□ On pourrait dire que certains pays comme les Pays-Bas ou la Suède sont plus impliqués démocratiquement par l'importance qu'ils donnent aux collectivités locales, par exemple. Néanmoins, cela ne les exclut pas de participer à une forme de regroupement mondial. Dans mon livre *Stratégie altermondialiste* (Éd. La Découverte), j'ai bien expliqué ce phénomène.

« NE PAS DÉPENDRE DES OUKASES CONJOINTS DU FMI,
DE LA BANQUE MONDIALE ET DES MONARCHIES DU GOLFE. »

■ **Le défi serait donc de construire une démocratie mondiale pour la période à venir ?**

□ Instaurer une démocratie mondiale reviendrait entre autres à s'interroger sur le système capable de garantir la liberté et les droits. La démocratie ne revient pas à se satisfaire d'institutions formelles. Il faut l'appréhender, pays par pays et à différents niveaux.

■ **La démocratie occidentale appliquée dans certaines régions du Sud, notamment en Afrique du Nord, paraît avoir ses limites...**

□ Effectivement, les effets de l'après-révolution dans certains pays, dont la Tunisie, ont conduit à de grandes souffrances et de profonds questionnements. Mais je reste très optimiste, tout en étant très conscient des dangers de cet « après-révolution ». Il faut rester vigilant. Comme dans toutes les révolutions, il sera nécessaire de laisser le temps au temps, et accepter qu'il y ait des avancées et des reculs. Se dire aussi qu'il faudra tout un reformatage culturel auprès de populations qui n'étaient pas auparavant au fait de l'exercice de la démocratie.

La notion de Sud renvoyait aux pays décolonisés qu'on avait essayé d'enfermer dans une représentation du Tiers Monde. Or, la représentation Nord-Sud n'est plus suffisante aujourd'hui. D'abord parce qu'il y a, dans chaque pays et à l'échelle mondiale, un Sud dans le Nord et un Nord dans le Sud. La montée en puissance des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qu'on appelle de manière approximative les « émergents », et la crise relative de l'hégémonie de l'Europe et des États Unis traduisent l'importance des bouleversements géopolitiques en cours. En fait, dans le monde actuel, nous sommes dans le prolongement de la décolonisation qui est inachevée.

Ce qui se passe au Maghreb et au Machrek constitue l'ouverture d'un nouveau cycle de luttes et de révolutions. Elles ont commencé en Tunisie, se sont étendues à l'Égypte puis à toute la région. Il s'agit d'un soulèvement des peuples autour de revendications clairement exprimées : la justice sociale, les libertés, le refus des inégalités, de la corruption et de la domination. Ces revendications ont traversé la Méditerranée pour s'exprimer de manière spécifique avec les Indignés en Espagne, au Portugal et

en Grèce, puis elles ont traversé l'Atlantique avec les « Occupy Wall Street »...

■ **Il y a également une « salafisation » du Sahel...**

□ Ce qu'on appelle l'islamisme, sous ses différentes acceptions, n'est pas tombé du ciel ! Il s'est développé à partir des conditions de vie catastrophiques des couches populaires dans les différents pays. Cette situation sociale a été fortement accentuée par les politiques néolibérales qui ont accru la précarité et la misère. Dans de nombreux pays, des dictatures se sont imposées pour garantir aux multinationales et aux États dominants l'accès aux matières premières, le contrôle des flux migratoires, les programmes d'ajustement structurel. Ces dictatures ont développé à une grande échelle

la région n'est pas des investissements ou des subventions. Ces transferts sont toujours coûteux sur le plan politique, et même sur le plan économique, car ils sont conditionnés. Après la guerre, le plan Marshall avait pour objectif d'engager les pays européens sur la voie d'un développement capitaliste de marché, alors que dans beaucoup de pays européens, notamment la France, des gouvernements issus de la Résistance pouvaient être tentés par d'autres voies.

► **Privilégier la consommation populaire**

Dans les pays de la région, l'urgence est de relancer les économies sur les bases actuelles, par exemple le tourisme pour la Tunisie. Mais ce qui sera déterminant, ce sera de lancer un projet économique et social de transfor-



Gustavo Massiah : « Les politiques néolibérales ont accru la précarité et la misère. »

l'affairisme clanique et la corruption, provoquant dans les populations un rejet moral des couches dirigeantes. L'échec des réponses socialiste et baassiste a ouvert la voie à la recherche de nouvelles réponses, que les courants islamistes ont réussi à incarner au niveau d'une partie des peuples. Les réponses à ces questions sont d'abord internes.

■ **Un plan Marshall aurait-il pu aider certains pays du monde arabe et sahélien ? Même si des allégeances politiques avec le Golfe continuent d'alimenter les bras armés des nouvelles politiques fondamentalistes...**

□ Ce qui manque d'abord aux pays de

mation sur des bases nouvelles en privilégiant la consommation populaire. Un tel projet nécessitera une modification des règles économiques internationales pour ne pas dépendre des oukases conjoints du FMI, de la Banque mondiale et des monarchies du Golfe. Cette modification n'est pas préalable : elle résultera de l'engagement de pays dans d'autres directions qui amènera à revoir les règles internationales. On peut le voir en Amérique latine avec des pays comme le Brésil, le Venezuela, l'Équateur ou la Bolivie, qui forcent la Banque mondiale et le FMI à négocier sur d'autres fondements que les leurs. ■